

**FÉDÉRATION DE RUSSIE /  
TCHÉTCHÉNIE**

**Attaqués sur leur propre sol,  
les Tchétchènes sont  
également persécutés à  
Moscou**

*Index AI : EUR 46/47/99*

**Embargo : mercredi 22 décembre  
1999 (00 h 01 GMT)**

*« Tout en demeurant  
victimes d'attaques en  
Tchétchénie, les civils  
tchétchènes sont également  
pris pour cibles dans les rues  
et les postes de police de  
Moscou », a déclaré ce jour  
(mercredi 22 décembre  
1999) Amnesty  
International, dans un  
nouveau rapport sur les  
persécutions auxquelles les  
Tchétchènes sont en butte  
dans la capitale russe et dans  
la république indépendantiste.*

*Depuis que des attentats à  
l'explosif ont été perpétrés  
dans des immeubles  
d'habitation moscovites en  
septembre dernier, les  
autorités russes se sont  
lancées dans une campagne  
antiterroriste désignée sous le*

*nom de code d'opération  
« Vikhr » (Rafale). Bien que  
nul n'ait revendiqué la  
responsabilité de ces  
attentats, qui ont fait près  
de 300 morts, le maire de  
Moscou s'est déclaré  
convaincu qu'ils avaient été  
commis par des groupes  
islamiques tchétchènes.*

*Les non-Moscovites se  
voient enjoindre de se faire  
enregistrer ou réenregistrer  
auprès des autorités. Jusqu'à  
20 000 personnes ont été  
arrêtées par la police de la  
capitale russe dans le cadre  
de rafles, et 10 000 ont été  
expulsées de la ville après  
s'être vu refuser la propiska  
(autorisation de résidence)  
nécessaire pour pouvoir y  
demeurer.*

*Depuis trois mois, Amnesty*

International recueille des témoignages de Tchétchènes et de membres d'autres minorités ethniques installés à Moscou, qui affirment avoir été arrêtés arbitrairement, soumis à la torture ainsi qu'à d'autres formes de mauvais traitements en détention, ou expulsés. Nombre d'entre eux soutiennent qu'on a placé sur eux des stupéfiants et des armes, pour engager ensuite à leur rencontre des poursuites pénales.

Le 15 septembre, la police moscovite est venue chercher chez lui l'ingénieur tchétchène Badroudi Eskiev, qui aurait été frappé puis finalement placé en état d'arrestation. Les forces de l'ordre ont affirmé qu'il avait été appréhendé dans la rue à 2 heures du matin en possession de stupéfiants. Pourtant, les proches de

Malika Takaïeva et son frère vivaient à Moscou depuis 1995. Leurs permis de résidence avaient expiré lorsqu'ils ont été arrêtés le 13 septembre, puis condamnés à une peine de cinq jours

Badroudi Eskiev ont vu la police lui vider les poches dans son appartement, à cinq heures du matin, sans faire la moindre découverte compromettante. Un policier a déclaré à la femme de l'ingénieur tchétchène, qui est russe : « Le seul bon Tchétchène est un Tchétchène mort ».

De nombreux Tchétchènes ont cousu leurs poches pour empêcher la police d'y placer quoi que ce soit en cas d'interpellation. Un jeune Tchétchène s'est exclamé : « C'est comme ça que nous vivons, grâce au Service de lutte contre le crime organisé. D'abord nous étions des bandits, puis nous sommes devenus des terroristes, et aujourd'hui nous nous transformons en couturières. »

d'emprisonnement pour « hooliganisme simple ». Ils ont apparemment été menacés d'être enfermés dans une cave pour y « pourrir » ; d'autres propos auraient concerné leur sœur, à

l'égard de laquelle des menaces de mort ont été proférées. Juste avant d'être relâchés, ils ont été informés qu'ils disposaient de vingt-quatre heures pour retirer leurs biens de leur domicile. Un fonctionnaire de police leur aurait même dit que les Tchétchènes ne devaient pas être simplement expulsés mais anéantis.

Amnesty International exhorte le gouvernement à mettre fin à la campagne d'intimidation menée contre les membres de la communauté tchétchène et les autres personnes originaires du Caucase qui résident à Moscou ainsi que dans d'autres villes russes, et à ouvrir des enquêtes sur les informations faisant état de violations des droits humains.

Le rapport publié par l'Organisation contient également des témoignages précis de civils ayant fui l'offensive militaire russe en Tchétchénie. Ces récits, ainsi que les déclarations officielles russes relatives à certaines opérations, tendent à indiquer que les forces russes ont attaqué directement ou sans discrimination des civils. Amnesty International appelle les autorités russes à s'acquitter des obligations qui leur incombent aux

termes du droit international humanitaire.

Les témoignages recueillis révèlent en outre l'existence de camps de « tri », où des hommes et des femmes tchétchènes sont placés en détention, après avoir été appréhendés à la frontière et retenus sur la base d'une liste recensant des combattants tchétchènes présumés et des partisans supposés de ces derniers. Des témoins ont affirmé avoir constaté des marques de coups bien visibles sur des individus qui avaient été placés en détention après avoir été « triés ».

D'après les informations recueillies par Amnesty International, de nombreuses personnes avaient été victimes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements dans des camps de « tri » pendant le conflit qui avait ravagé la Tchétchénie de 1994 à 1996 ; l'Organisation craint que ces pratiques systématiques ne soient en train de se répéter. Le gouvernement russe doit révéler l'identité de toutes les personnes détenues dans des camps de « tri », notamment aux points de passage frontaliers, et

permettre immédiatement au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) d'entrer en contact avec l'ensemble de ces détenus.

171 413 5566, ou consulter notre site web (<http://www.amnesty.org>).

*« De toutes parts, l'horizon est des plus sombres pour les Tchétchènes. La campagne d'élimination des "bandits" dans laquelle s'est lancée le gouvernement, tant dans les rues de Moscou qu'en Tchétchénie sous forme d'offensive militaire, est allée trop loin. Si les autorités russes sont fondées à enquêter sur les actes de violence et à traduire en justice leurs responsables présumés, cela ne leur donne aucunement le droit de persécuter un groupe ethnique tout entier », a déclaré Amnesty International.*

L'organisation de défense des droits humains appelle également les autorités de la république de Tchétchénie et les chefs militaires des groupes armés d'opposition à respecter le droit international humanitaire. ?

Pour obtenir de plus amples informations ou un exemplaire du rapport, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44